

**NOUVELLES DU SUD
GLOBAL**

LES DÉFENSEURS DES
DROITS N'ONT PAS LA
BANANE EN EQUATEUR

20 ANS DE COMBAT
CONTRE LA VIOLENCE À
L'ÉGARD DES FEMMES AU
SALVADOR

AU LUXEMBOURG

L'ACTU DU CITIM

COMPRENDRE LE MONDE. CREER LA SOLIDARITE.

Des histoires tragiques se cachent derrière les bananes que nous importons de l'Equateur et qui se retrouvent dans les rayons des supermarchés au Luxembourg et ailleurs dans le monde... (p.2)

Lorsque l'organisation Colectiva feminista a vu le jour en 2004, soit 14 ans après les accords de paix qui ont mis fin à un conflit armé opposant l'armée salvadorienne et la guérilla... (p.4)

Le saviez-vous ? Le CITIM propose une riche collection de jeux de société à emprunter, idéale pour les enseignant-e-s, éducateur-trice-s, formateur-trice-s, familles ou ami-e-s... (p.6)

LES DÉFENSEURS DES DROITS N'ONT PAS LA BANANE EN EQUATEUR

Des histoires tragiques se cachent derrière les bananes que nous importons de l'Equateur et qui se retrouvent dans les rayons des supermarchés au Luxembourg et ailleurs dans le monde. Le rôle d'une ONG comme l'ASTM est de faire connaître ce type de réalités, afin que les consommateurs, les syndicats nationaux, la grande distribution et l'Etat, en prennent conscience. Être informé est un préalable indispensable pour accompagner la prise de décision et nos exigences en termes de consommation et de chaînes d'approvisionnement.

L'Equateur est le premier producteur et exportateur mondial de bananes : 250 000 hectares sont consacrés à la culture de la banane et 7 millions de caisses transitent, par semaine, vers tous les marchés du monde. En moyenne les employés des plantations touchent 460 dollars par mois alors que le minimum nécessaire à une famille équatorienne pour survivre s'élève à 780 dollars. La majorité des ouvriers des plantations n'atteint même pas le revenu minimum, travaille 12 à 14 heures par jour et 5 à 6 jours par semaine. Et 51% ne sont pas affiliés à la sécurité sociale.

A nouveau, ce sont les femmes qui souffrent le plus : elles sont licenciées si elles se révoltent contre le harcèlement sexuel de leurs supérieurs ou lorsqu'elles tombent enceintes, et perçoivent un salaire inférieur à celui des hommes.

Il y a 17 ans naissait l'ASTAC (Asociación Sindical de Trabajadores Agrícolas y Campesinos), première organisation à vocation syndicale. L'ASTAC a obtenu du Parlement équatorien qu'il vote différentes lois concernant les pesticides pulvérisés par avion au-dessus des plantations, ainsi que des lois pour protéger la santé des travailleurs des plantations. Mais la plupart des lois ne sont pas respectées par les employeurs.

Il y a 14 ans, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'esclavage informait la Commission des droits de l'homme des conditions proches de l'esclavage qu'elle avait observées dans les plantations. En 2019, le médiateur le confirmait à nouveau. Il s'agit de 250 000 femmes et hommes exposés à des taux élevés de pesticides, dont les droits ne sont pas respectés et qui ne gagnent pas le salaire minimum fixé.

L'ASTAC ne cesse d'œuvrer, au niveau national et international, pour que les lois soient appliquées, notamment celles relatives au salaire minimum, aux pesticides, à la protection sociale et à la santé des travailleurs. Ce travail de veille et de plaidoyer pour l'application des droits des travailleurs est difficile et risqué dans un pays qui n'a pas la volonté politique de respecter les principes de liberté syndicale et le droit d'adhérer à un syndicat.



Le chef d'État actuel, Daniel Noboa, également entrepreneur de l'industrie bananière, n'est pas enclin à améliorer les conditions de travail dans les plantations, lors du conditionnement des bananes (ensachage) et de leur manutention (transport). Les travailleurs et représentants syndicaux, ainsi que leurs familles, vivent sous les intimidations permanentes de la part des entreprises qui, avec le soutien de l'État, cherchent par tous les moyens à les faire taire.

Il y a 4 ans, suite à une plainte déposée par le syndicat auprès du tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative à l'accord commercial entre l'Équateur et l'Union européenne, la Justice équatorienne a demandé à ce que l'ASTAC soit autorisé à être enregistré en tant que syndicat (reconnaissance légale). Le gouvernement a fait appel auprès de la Cour constitutionnelle pour faire annuler la décision de justice demandant la reconnaissance et l'enregistrement du syndicat.

L'ASTAC mise sur le soutien international des ONG, des organisations internationales et des syndicats européens en lien avec le commerce de la banane, pour que la Cour constitutionnelle n'annule pas le jugement de la Justice équatorienne.

L'ASTM soutient les défenseurs des droits qui se battent pour exister et être reconnus, et pour que les lois et engagements nationaux et internationaux pris par leurs États soient respectés. L'ASTM, à travers le financement de syndicats et d'appuis juridiques, un plaidoyer au Luxembourg vis-à-vis des institutions et du secteur privé, la sensibilisation des jeunes et du grand-public, fait entendre la voix de ceux qui dénoncent les conditions de travail dans les entreprises qui participent à notre alimentation. L'ASTM travaille au Nord et au Sud pour que les violations des droits de l'homme soient connues et que les populations fassent valoir leurs droits (application des lois notamment).



Conversation avec Jorge Acosta lors de sa visite à l'ASTM en octobre 2024.

Témoignage de Jorge Acosta, coordinateur du syndicat des travailleurs de la banane (ASTAC) et défenseur des droits humains : <https://www.brennpunkt.lu/en/article/il-est-clair-que-les-droits-humains-sont-violes-dans-lindustrie-equatorienne-de-la-banane/>

DONS EXCEPTIONNELS

LES FAMILLES DES DÉFENSEURS DES DROITS ASSASSINÉS LE 5 JUN 2024 AU GUATEMALA VOUS REMERCIENT

En juin dernier, l'ASTM lançait un appel à dons en vue de soutenir les familles des défunts José Domingo et Marcelo Yaxon, membres du syndicat Comité de Unidad Campesina (CUC), assassinés suite à une attaque perpétrée contre eux à cause de leur rôle dans la défense du territoire, en particulier leur accompagnement juridique des organisations agricoles afin qu'elles accèdent à la terre.

CUC a adressé un message de remerciements à l'ASTM pour le soutien apporté aux familles endeuillées.

Grâce à vos dons, l'ASTM continuera de se battre pour soutenir et protéger l'engagement social dont nos organisations partenaires font preuve pour défendre les intérêts des populations les plus fragilisées.



Les intervenant-e-s de la conférence "Unir les luttes", organisée par l'ASTM et l'OGBL le 14 octobre 2024.

COLECTIVA FEMINISTA

20 ANS DE COMBAT CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES AU SALVADOR

L'organisation COLECTIVA FEMINISTA a vu le jour en 2004, soit 14 ans après les accords de paix qui ont mis fin à un conflit armé opposant l'armée salvadorienne et la guérilla. Le bilan du conflit a fait état de 75 000 morts et plus de 10 000 disparus. Les crimes et diverses violations des droits de l'homme ont rapidement bénéficié de la loi d'amnistie promulguée par le gouvernement salvadorien. Ainsi, les milliers de victimes de la violence du conflit et dont les droits de l'homme avaient été bafoués n'ont pas été indemnisés. Et, dans les deux camps, les responsables des massacres, assassinats, actes de tortures et de violences sexuelles n'ont pas été inculpés, certains continuant même à occuper des postes à responsabilité dans le pays.

Les femmes sont les principales victimes et subissent des violences dans des environnements qui devraient être protecteurs pour elles : à la maison, lors de leurs rapports intimes et au sein de leur famille. La violence conditionne leur vie. Vivre au Salvador en tant que fille, adolescente ou femme est très difficile : elles sont plus fortement touchées par la pauvreté et les inégalités, elles subissent une violence structurelle.

En 2004, alors que tout était encore à faire au Salvador, l'association COLECTIVA FEMINISTA a commencé à documenter les cas de violence à l'égard des femmes et à accompagner les victimes dans la libération de la parole. Donner le courage aux jeunes-filles et aux femmes de s'exprimer est la condition sine qua non pour qu'elles soient ensuite prises en charge et que leurs bourreaux soient mis devant leurs responsabilités. Or, parler des violences sexuelles est très complexe. Cela suppose de lever des tabous au sein de la société, ainsi que des obstacles systémiques dans les secteurs de la santé, de la police et de la justice. Au Salvador, il est par exemple interdit de parler du genre et de l'éducation sexuelle dans les écoles.



Commémoration des 20 ans de lutte féministe avec la projection du documentaire « Aquí sí se hace lucha » (Ici, nous luttons).

Le Salvador est connu pour être l'un des pays les moins sûrs du monde. La violence y est institutionnalisée et généralisée. Elle trouve son origine dans l'histoire du pays et dans la perpétuation de la violence comme vecteur d'autorité qui régite les relations interpersonnelles et entre les représentants de l'Etat et les citoyens. La violence est tolérée et/ou largement utilisée par les dépositaires de l'ordre public (police, justice), les organisations criminelles et la population en général. Elle se manifeste dans la rue, au sein des foyers, à l'école et dans la sphère professionnelle.



Formation au renforcement organisationnel des femmes à Pita Floja (Metapán) pour intensifier leur impact dans la lutte environnementale.

En faisant de la prévention auprès des jeunes sur des sujets

en lien avec la sexualité, l'association COLECTIVA FEMINISTA s'expose à des risques, pouvant aller de la menace à l'égard des personnels qui y travaillent et de leurs familles, à des interdictions d'exercer de la part des autorités. En aidant les femmes à mieux connaître leurs droits et en les accompagnant afin qu'elles soient prises en charge par des médecins, des assistantes sociales, voire en les soutenant dans une procédure de dépôt de plainte, COLECTIVA FEMINISTA est confrontée à de nombreux obstacles : les personnes responsables de s'occuper des cas de violence, de disparition ou d'assassinat ne respectent pas toujours les droits des victimes. Les processus de prise en charge sont arbitraires, suscitant de la peur chez des jeunes-filles et des femmes dont l'état traumatique nécessiterait pourtant de pouvoir compter sur un système protecteur et des interlocuteurs de confiance.

COLECTIVA FEMINISTA sait comment les différentes institutions ont tendance à fonctionner face à des jeunes-filles et des femmes qui veulent signaler un cas de féminicide, s'agression sexuelle, de grossesse non désirée suite à un viol, ou de violence sexuelle. C'est pourquoi l'association fournit une protection juridique aux victimes et qu'elle travaille avec les institutions sur le respect des normes nationales et internationales dans les différents mécanismes de prise en charge institutionnelle des situations de violence (appareil judiciaire, hôpitaux, services psychosociaux).

Chaque action de prévention et de formation menée auprès des procureurs, avocats, assistantes sociales, médecins légistes ou infirmières participe aux changements de mentalités et des gestes professionnels indispensables pour que les jeunes-filles et femmes victimes de violences sexuelles soient considérées de manière adaptée et ne soient pas revictimisées.

L'ASTM et COLECTIVA FEMINISTA ont conscience que le chemin à parcourir pour un changement structurel au sein des institutions est long, et qu'en parallèle, des réponses immédiates sont à apporter aux situations de détresse extrême et d'urgence dans lesquelles se trouvent les victimes. Comme souvent, lorsque l'État est défaillant, la société civile prend le relais. Ainsi, le projet de l'ASTM et de COLECTIVA FEMINISTA apporte un soutien à des mécanismes de prise en charge communautaire des filles et des femmes confrontées à des situations de violence. Concrètement, cela consiste à des accompagnements psychologiques, des appuis juridiques et de l'assistance sociale qui sont mis en œuvre par des personnels locaux, formés par l'association dans les différentes municipalités où elle intervient.

Témoignage de Veronica Salazar, défenseuse des droits humains au sein de COLECTIVA FEMINISTA :
<https://www.youtube.com/watch?v=5ANjobBqhJ8>



Stand de sensibilisation à la prévention et à l'autogestion de la santé, à Ahuachapán, dans le cadre du mois de la lutte contre le cancer du sein.



Clôture de la formation « ABC de mes droits » à Santa Ana, impliquant 20 jeunes pour les sensibiliser et les outiller à défendre leurs droits.

Au Salvador, 7 femmes sur 10 subissent des violences au cours de leur vie, souvent multiples. Le taux de féminicides y est cinq fois supérieur à la moyenne mondiale.

L'ASTM soutient son partenaire COLECTIVA FEMINISTA à trois niveaux : prise en charge des victimes, prévention des violences auprès des institutions et des jeunes, et dépénalisation de l'avortement. Un accent particulier est mis sur les nouvelles générations : de plus en plus de jeunes femmes rejoignent des organisations féministes comme COLECTIVA FEMINISTA pour défendre les droits de tous. L'évolution des discours et des comportements est un levier clé pour les changements sociaux et politiques nécessaires au respect des droits des filles et des femmes.

Plus d'informations : www.colectivafeminista.org

L'ACTU DU **citim**

CENTRE D'INFORMATION TIERS MONDE



Apprenez, jouez et connectez-vous en groupe !

Le saviez-vous ? Le CITIM propose une riche collection de jeux de société à emprunter, idéale pour les enseignant-e-s, éducateur-trice-s, formateur-trice-s, familles ou ami-e-s. Ces jeux sont également parfaits pour animer vos rencontres : utilisez-les comme *ice-breakers* pour démarrer une séance ou comme *energizers* pour dynamiser un atelier. Faciles à utiliser, ils s'adaptent aussi bien aux moments en groupe qu'aux activités en famille.

Une partie de notre offre est consultable sur www.a-z.lu, et l'équipe du CITIM se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Dans cet article, nous vous présentons une sélection de nos jeux, choisis pour leur capacité à créer des moments de partage et de convivialité.

Monopoly des Inégalités par l'Observatoire des inégalités (FR)



Âge : 11+ (version jeune et adulte)

Durée : 120 min.

Participant-e-s : 5 personnes

Jouer au Monopoly avec les règles injustes de la société : chaque participant-te entre dans la peau d'un personnage et découvre comment les règles s'appliquent différemment en fonction de son sexe, son âge, sa couleur de peau, sa catégorie sociale, etc.

PLUS D'INFORMATIONS

Centre d'Information Tiers Monde

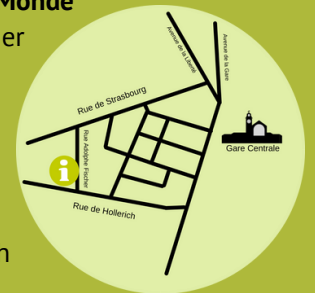
136-138, rue Adolphe Fischer
L-1521 Luxembourg

Heures d'ouverture

Lundi : fermé

Mardi - vendredi : 12h à 18h

Sur rdv : lu-ve de 9h à 19h



www.citim.lu



Urbo – le jeu de la transition ! (FR)

Âge : 12+

Durée : 180 min.

Participant-e-s : 4 groupes de 2-6 personnes

Les participant-e-s incarnent des habitant-e-s de différents quartiers et décident ensemble des projets à mettre en œuvre. Les conséquences de ces choix sur la vie des quartiers sont ensuite explorées et analysées. L'objectif : sensibiliser au pouvoir d'action des citoyen-ne-s et à l'impact de leurs décisions sur leur communauté.



Supermaculture par Dorian Tourin-Lebret (FR)



Âge : 5+
Durée : 20-120 min.
Participant-e-s : 2-6 personnes

La permaculture est une approche respectueuse de la nature et des personnes qui en prennent soin. En équipe, vous sèmerez les graines de vos légumes et fruits préférés. Pour maximiser la croissance des plantes, vous les associerez de manière optimale et sélectionnerez attentivement la période de semis et la localisation. Attention aux aléas climatiques et aux invasions d’insectes !

Kapital ! par Monique et Michel Pinçon-Charlot des éditions la ville brûle (FR)



Âge : adultes
Durée : 45-60 min.
Participant-e-s : 2-5 personnes

Qui gagnera la guerre des classes ? Ce jeu propose d’explorer les mécanismes de domination. L’objectif est de démonter les rouages des inégalités, en montrant qu’elles ne sont pas naturelles, mais le résultat de stratégies délibérées mises en place par les plus puissants pour accaparer les richesses et préserver leurs privilèges. Une manière ludique et percutante de réfléchir aux dynamiques sociales et économiques qui façonnent notre monde.

Zapatista Autonomy: Collective construction of the autonomous territory (ENG)

Age : 10+
Duration : 20-120 min.
Participants : 2-6 personnes

Zapatista communities have been fighting for more than 27 years, representing one of the cracks in the capitalist system and showing by their example that another world is possible and already exists. They build their autonomy in their territory through assembly organization, mass participation and direct democracy.

In this game your goal will be to collaborate to jointly build autonomy in a small simulation of the autonomous territory. In order to do it you will have to fulfill the 13 Zapatista demands, following the 7 principles of leading by obeying. However, it will not be easy: paramilitary groups, government plans, megaprojects and natural disasters will hinder your path.



INFO

Envie de jouer ? Lors de notre prochain Afterwork, prévu début 2025 (date à confirmer), découvrez ces jeux en action dans une ambiance conviviale et interactive. Animés par des spécialistes, ces moments uniques seront parfaits pour partager, échanger et s’amuser ensemble.

Entretemps, vous pouvez explorer une partie de notre offre sur www.a-z.lu, et l’équipe du CITIM est à votre écoute pour vous guider et vous conseiller.



La solidarité, le geste qui compte!

Faites votre don par virement ou
directement via payconiq

 **payconiq**



CCPLLULL IBAN LU 76 1111 0099 9096 0000